



Déclaration CTPD du 4 Septembre 2009

C'est sur fond de suppressions de postes massives, réalisées pour les unes (13500 pour cette rentrée 2009, s'ajoutant aux 30 000 depuis 2003), déjà annoncées pour les autres (16000 inscrites au budget 2010) que s'ouvre cette nouvelle année scolaire, dans un climat de grande morosité et d'expectative inquiète et ce n'est pas la nomination d'un nouveau Ministre de l'Education Nationale, toujours porte-parole du gouvernement par ailleurs... qui va rassurer la profession sur un éventuel changement de cap de la politique éducative !

Sur l'air bien connu du taux d'encadrement toujours égal à lui-même (et pourtant les classes sont de plus en plus chargées, l'offre de formation se réduit comme peau de chagrin, les élèves en difficultés sont de plus en plus nombreux et les moyens alloués pour traiter la difficulté scolaire dans la classe de plus en plus restreints, les remplacements sont bien loin d'être tous assurés, le recours aux personnels contractuels et vacataires est de plus en plus fréquent...) et du budget de l'Education Nationale toujours aussi conséquent (mais l'éducation n'est-elle pas la priorité du gouvernement ?), notre Ministre ès Communication affiche sa volonté de dialogue, fait de belles promesses (la lutte contre les inégalités, la revalorisation des enseignants, entre autres) mais qui peut encore être dupe ? Les conditions d'étude de nos élèves se dégradent continuellement, les conditions de travail des enseignants se dégradent indéniablement, l'assouplissement de la carte scolaire creuse un peu plus chaque année les inégalités, les difficultés croissantes de nos établissements publics font le jeu du privé...

La surmédiation de la grippe A/H1N1 qui, sans occulter le problème de santé publique, permet au Ministère de l'Éducation Nationale de communiquer sur autre chose que les problèmes de fond du système éducatif est révélatrice d'une volonté de masquer des réformes et projets de réformes le dégradant fortement. Aussi inquiétant que cela puisse paraître, il vaut mieux parler de la grippe que de l'hémorragie importante que subit l'École...

A cet égard, l'examen des documents préparatoires est édifiant : outre les désormais traditionnels Compléments de Service à donner ici et là (encore 858h cette année et une centaine d'enseignants de collèges et de lycées concernés par ces promenades ardennaises... Qui va payer la taxe carbone ?), ce sont les Blocs de Moyens Provisoires qui explosent, passant de 700h environ l'an dernier à plus de 1600h cette année ainsi que les Heures Supplémentaires Année qui passent, elles, de 561h à 742... !

Dans cette situation, les discours et arguments pédagogiques visant à expliquer le bien fondé des réformes perdent tout leur sens tant ils sont maintenant déconnectés de la réalité des classes et des conditions d'enseignement. A contrario des annonces faites, les choix opérés en matière éducative, la politique de gestion des personnels menée par ce gouvernement conduisent à déstabiliser voire mettre en difficulté les enseignants et nuisent à la réussite de TOUS les élèves.

La FSU mènera campagne pour dénoncer ces dégradations et leurs fondements idéologiques ; elle mènera des « opérations vérité » pour ne pas laisser croire que « tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ». Elle continuera à porter un autre projet pour l'École et mobilisera pour que d'autres choix soient faits dans l'intérêt de nos élèves, de nos enfants afin qu'ils aient une éducation riche, exigeante et ambitieuse.